



La Ville de Trois-Rivières cherche à pourvoir le poste de :

ASSISTANT(E)-GREFFIER(ÈRE) ET LÉGISTE **Concours 2017-407-A**

Direction du greffe et des services juridiques
Poste cadre, PERMANENT à temps complet

Période d'affichage : 27 avril au 12 mai 2017

Sous l'autorité du(de la) Directeur(trice) adjoint(e) du greffe et des Services juridiques et greffier(ère), la personne titulaire du poste rédige des textes normatifs et des documents légaux de différente nature, agit comme conseiller(ère) juridique en matières non contentieuses; assure le support administratif du greffe et joue un rôle de premier plan lors de la tenue d'élections ou de scrutins référendaires.

Exigences

- Détenteur(trice) d'un baccalauréat en droit;
- Membre en règle de la Chambre des notaires ou du barreau du Québec;
- Cinq (5) années d'expérience dans les attributions;

Qualifications et habiletés requises

- Sens de la planification et de l'organisation;
- Facilité à travailler en équipe;
- Excellente communication verbale et écrite;
- Capacité d'analyse et de synthèse;
- Autonomie, initiative, jugement et leadership;
- Rigueur, ordre, méthode et souci du détail;
- Capacité à travailler dans un environnement informatisé;
- Tact et capacité de persuasion.

Nous offrons une gamme complète d'avantages sociaux compétitifs. Le salaire se situe entre 82 351 \$ et 102 939 \$ annuellement.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae **avant le 12 mai 2017 à 16 h 30, en spécifiant le numéro de concours** (dans l'objet) :

par courriel à : ressourceshumaines@v3r.net

par la poste à : Ville de Trois-Rivières, Direction des ressources humaines
Concours 2017-407-A
C.P. 368, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

SEULS LES CANDIDATS RETENUS SERONT CONVOQUÉS EN ENTREVUE.

La Ville de Trois-Rivières se réserve le droit de faire passer des tests dans le cadre de l'évaluation des candidatures.

La Ville de Trois-Rivières applique un programme d'accès à l'égalité et invite les femmes, les membres des minorités visibles et des minorités ethniques, les autochtones et les personnes handicapées à présenter leurs candidatures.